La loi organique relative aux lois de finances

Vers une nouvelle gestion publique
**Loi de finances et contrôle de
gestion**

LES TROIS NOVATIONS DE LA RÉFORME

- I - Réformer le cadre de la gestion publique pour l'orienter vers les résultats
- II - Assurer la transparence des informations budgétaires et le contrôle parlementaire
- III - Favoriser le débat stratégique sur les finances publiques

I - Réformer le cadre de la gestion publique

- 1 - Orienter les budgets vers les résultats
- 2 - Donner aux gestionnaires les moyens de leur responsabilité
- 3 - Décliner la démarche dans la gestion interne

1 - Orienter les budgets vers les résultats

- Définir les *programmes*
- S'engager sur les résultats : le *projet annuel de performance*
- Rendre compte des résultats : le *rapport annuel de performance*

Définir les programmes

- Refléter dans les programmes à la fois les buts généraux des politiques et l'organisation des responsabilités
- Identifier le coût des différentes « actions » au sein de chaque programme

Sélectionner des objectifs

- Un nombre restreint d 'objectifs traduisant les priorités
- Une importance équilibrée accordée à l 'impact des politiques (efficacité socio - économique) et à l 'efficacité des activités (qualité pour l 'usager, optimisation des ressources)
- Des indicateurs de résultats pertinents et fiables
- Des cibles de résultats

2 - Donner aux gestionnaires les moyens de leur responsabilité

- Donner aux gestionnaires une ample marge de manœuvre dans l'utilisation des crédits qui leur sont alloués
- Une présentation indicative par titres
- Une liberté quasi totale pour redéployer les crédits entre les titres, sous réserve de la fongibilité asymétrique
- La généralisation des autorisations d'engagement

Une exception à la globalisation : les personnels

- Plafond d'emploi limitatif par ministère, retraçant les emplois rémunérés par l'État
- Les crédits de personnel peuvent abonder le reste du programme
- À l'inverse, l'abondement des crédits de personnel par les autres crédits du programme est prohibé

3 - Décliner la démarche dans la gestion interne

- Intégrer les priorités des programmes aux référentiels du pilotage des services
- Donner aux échelons locaux une meilleure fongibilité des moyens en contrepartie de la transparence sur les coûts et les résultats
- Organiser le dialogue entre les pilotes des programmes et les services qui les mettent en oeuvre
- Pouvoir auditer les systèmes de mesure des résultats

Articuler le contrôle de gestion et la mise en œuvre de la LOLF

- La LOLF rapproche le budget de la gestion interne des ministères
- Elle rend possible une double démarche :
 - de déclinaison des programmes du budget dans la gestion interne
 - d'alimentation des informations du budget par le contrôle de gestion
- Leurs buts demeurent différents : pour le budget expliciter les objectifs, les succès et les échecs rencontrés, pour le contrôle de gestion améliorer la performance des services

Les apports du contrôle de gestion à l'analyse des dépenses

- Analyse du coût des « actions » : elle sera alimentée par le suivi des coûts d'activité du contrôle de gestion
- Justification des dépenses : l'analyse des coûts unitaires sera fondée sur la mesure des niveaux d'activité
- Analyse des coûts complets : elle exploitera les données de comptabilité analytique

Les apports du contrôle de gestion à la mesure des résultats

- Le nouveau budget exploitera les mesures de résultats du contrôle de gestion avec trois différences :
 - un volume d 'indicateurs beaucoup plus réduit
 - un panel faisant une part plus large aux analyses d 'impact (efficacité socio économique) et moins large aux analyses d 'efficacité de la gestion des ressources
 - un complément apporté aux données du contrôle de gestion à partir des statistiques socio - économiques.

II - Assurer la transparence des informations budgétaires et le contrôle parlementaire

- Les pouvoirs d'amendement et de contrôle du Parlement étendus
- Les affectations de ressources limitées
- Les mouvements de crédits plus encadrés

III - Favoriser le débat stratégique sur les finances publiques

- Budget annuel et orientations de moyen terme
- Les outils de mesure de la situation financière de l'État
- L'élargissement du champ de compétence de la loi de finances
- L'amélioration des informations données dans la loi de finances

Entrée en vigueur

- **1^{er} janvier 2002** : annulations, affectation de recettes de l'Etat à un tiers, vote préalable de la LR, date de réponse aux questionnaires parlementaires, RESF, débat préalable sur les PO, pouvoirs de contrôle des commissions des finances...
- **1^{er} janvier 2003** : DOB
- **1^{er} janvier 2004** : taxes parafiscales
- **2004** : présentation à titre indicatif du budget 2005 selon les nouveaux principes
- **1^{er} janvier 2005** : préparation du PLF 2006